

Quand la trahison est mal récompensée

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 mai 2022

Source [Boulevard Voltaire] : Elisabeth Borne contrainte de réagir aux accusations de viol visant son ministre Damien Abad. Samedi soir, *Mediapart* a publié une longue enquête révélant que deux femmes auraient été victimes de viol par Damien Abad, ex-président du groupe des députés LR devenu ministre chargé des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées dans le gouvernement d'Elisabeth Borne.

Un signalement pour des faits présumés de viols remontant à 2010 et 2011 a été adressé par mail aux partis La République en marche (LRM) et Les Républicains (LR) par l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique entre le 16 et le 20 mai. Ce signalement est fondé sur les témoignages de deux femmes. L'organisme a également adressé le 20 mai un courrier à la procureure de la République. Le signalement, ajoute le parquet, « *est en cours d'analyse* » (source AFP).

Elisabeth Borne dit ne pas avoir été «au courant»

En campagne électorale dans le Calvados où elle se présente pour la première fois, Elisabeth Borne a affirmé dimanche matin n'avoir « *bien évidemment* » pas été « *au courant* ». Elle a ajouté « *avoir découvert l'article de Mediapart hier (samedi)* », et précisé sa position : « *Je vais être très claire, sur tous ces sujets de harcèlement, d'agressions sexuelles, il ne peut y avoir aucune impunité.* » Elle a poursuivi : « *Je n'ai pas plus d'éléments que le fait que l'affaire a été classée sans suite* », a ajouté Mme Borne. Elle ajoute que « *s'il y a de nouveaux éléments, si la justice était à nouveau saisie, on tirera toutes les conséquences de cette décision* ».

Une affaire qui tombe mal

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)